

ET SI ON PARLAIT VRAIMENT SALAIRE

Multiforme, le mouvement des gilets jaunes a eu le mérite de remettre sur le tapis la question des salaires et du pouvoir d'achat.



Face à cette pression populaire, notre Macron, qui n'a jamais connu les fins de mois de difficiles, a invité ses amis patrons à verser une prime de 1000 € maxi, exonérée de cotisations sociales à leurs salariés.

A la Fnac cette annonce s'est traduite par une prime défiscalisée de 400 € sans aucune cotisation, du « black » légal !

Comme d'habitude, le syndicat préféré de la direction en a profité pour se vanter d'avoir obtenu une décision unilatérale de la direction. Ce qui ne manque pas de piquant quand on sait que cette mesure exclut les cadres de la Fnac, qui ne roulent pourtant pas sur l'or et qui

constituent le gros des troupes de ce syndicat très croyant...

Mais même si la faiblesse de nos salaires nous incite à ne pas cracher sur 400 euros, une mise au point s'impose.

Depuis Novembre, nous voyons apparaître sur nos bulletins de paye des exonérations de cotisations sociales voulues par Macron.

Ces dernières augmentent de quelques euros le salaire net des salariés quand la Fnac économise dans le même temps plusieurs centaines d'euros par mois et par salarié, en étant exonérée de payer sa part de cotisations sociales, qui sont du salaire différé.

Nos systèmes, de retraite, de sécurité sociale, d'assurance chômage vont mathématiquement en pâtir.

En échange de quelques euros les salariés de la Fnac vont devoir passer à la caisse pour pouvoir conserver ces prestations sociales qui seront désormais financées par l'impôt.

Au jeu de la défiscalisation le salarié est toujours perdant, cette prime Macron s'inscrit dans cette même philosophie.

Ensuite, et c'est là peut être le plus insupportable, notre PDG se gargarise du fait que 14 000 salariés vont pouvoir bénéficier de cette prime. Cela signifie tout simplement que 14 000 salariés du groupe Fnac Darty touchent moins de 30 000 euros brut annuel, ce qui revient à dire que notre groupe emploie 14 000 travailleurs pauvres qui, contrairement à notre président et à notre PDG, savent ce qu'est une fin de mois difficile.

Quand on connaît les rémunérations pharaoniques de notre direction, il n'est plus supportable de

continuer à les engraisser en travaillant en sous-effectif, en subissant des pressions psychologiques, en touchant des salaires de merde et tout ça accompagné du sacrosaint « c'est mieux que rien » dispensé par certains syndicats. Il est plus qu'urgent de remettre la question des salaires au centre des débats.



Rejoignez la CGT, et ainsi nous pourrions dire avec force à notre PDG Enrique « dinero » !